

Eldorado Nucléaire Limitée

que d'autres soient privées et que parfois la coopération entre le secteur public et le secteur privé se justifie.

[Français]

Madame la Présidente, je ne veux pas peser trop sérieusement sur la question d'Air Canada mais quand même il faut déclarer en français que le premier ministre de notre pays a fait une promesse très claire que le Canada n'était pas à vendre, que peut-être on vendrait un intérêt minoritaire et maintenant cette promesse est entièrement oubliée grâce à la déclaration qui a été faite aujourd'hui par le porte-parole, par le vice-premier ministre (M. Mazankowski) qui a indiqué très clairement que maintenant toutes les actions d'Air Canada seront disponibles, que la privatisation permettra la vente de toutes les actions au secteur privé avec aucun contrôle, aucune direction venant du côté du gouvernement, aucune assurance que dans l'avenir, que nous, les contribuables du Canada, aurons le pouvoir d'insister par le moyen de directions à la gestion d'une corporation telle qu'Air Canada, d'assurer les services aériens à des communautés qui sont éloignées, des communautés qui sont mal servies.

Madame la Présidente, c'est la même chose avec Eldorado. Nous allons manquer de pouvoir de diriger cette corporation de poser des actions qui sont dans l'intérêt des Canadiens et des Canadiennes, des travailleurs qui travaillent et qui sont au risque à cause de leurs travaux dans les mines d'uranium.

[Traduction]

Je regrette que le gouvernement n'ait pas tenu ses promesses. Je regrette de voir qu'il a tendance à calquer les politiques de M^{me} Thatcher et de M. Reagan, à utiliser toutes les panacées de la droite lesquelles ont été discréditées aux États-Unis et qui ont contribué de plus en plus à affaiblir la position économique de ce pays dans le monde même s'il reste une superpuissance militaire.

Nous avons pu constater que l'emploi et la fabrication ont été compromis par la politique du gouvernement britannique. Notre gouvernement suit pourtant ses traces.

Les Canadiens se méfient de plus en plus du gouvernement. Ils se calment sur un certain temps parce que le gouvernement fait des cachotteries et omet soigneusement de révéler ses véritables intentions. Et puis soudain, il présente un projet de loi comme celui sur Eldorado ou il fait une déclaration comme celle d'aujourd'hui sur Air Canada et alors le gouvernement progressiste conservateur se révèle sous son vrai jour.

[Français]

Madame la Présidente, ce n'est pas pour cela que les Québécois et les Québécoises ont voté pour le parti progressiste conservateur, en 1984. Dans ce temps-là, les électeurs du Québec pensaient que les conservateurs étaient vraiment progressistes. Et vous, madame la Présidente, vous étiez parmi les candidats du parti conservateur qui se sont joints au parti progressiste conservateur à cause du fait que vous pensiez que c'était vraiment un parti progressiste. Ce ne l'est pas du tout. C'est clair, madame la Présidente, que les conservateurs veulent imposer un agenda d'une idéologie de l'aile droite de la politique et ils veulent imposer des politiques empruntées du Président Ronald Reagan aux États-Unis, qui sont empruntées de M^{me} Thatcher en Angleterre, qui sont de plus en désaccord avec les

opinions des Canadiens et des Canadiennes. Et c'est pour cela, madame la Présidente, que nous préconisons que ce projet de loi sur Eldorado Nucléaire Limitée doit être déferé pour une période de six mois, que la politique de privatisation doit être discutée, débattue d'abord à la Chambre des communes avant qu'on commence avec des mesures telles que la privatisation d'Eldorado. Maintenant que le gouvernement a commencé avec la privatisation de grandes corporations telles qu'Air Canada, après cela est-ce que ce sera Petro-Canada, Radio-Canada? Je ne sais pas. Mais clairement le gouvernement prend une autre mesure, un autre pas en arrière en terme de la politique progressiste recherchée par les Canadiens et les Canadiennes partout au pays.

● (1620)

[Traduction]

M. Schellenberger: Madame la Présidente, le député pense-t-il que c'est une bonne idée que les employés d'une société d'État possèdent des actions de cette société, ce qui est l'une des formules de privatisation proposées?

M. Cassidy: Madame la Présidente, le gouvernement libéral, avant 1984, et le gouvernement conservateur, depuis 1984, ont eu l'occasion de démocratiser la direction des sociétés d'État et ils ne l'ont pas fait. Puisque ces sociétés appartiennent déjà au peuple canadien, il faut plutôt se demander, selon moi, ce qu'il faut changer dans leur direction. A mon avis, on aurait pu et on aurait dû y apporter des changements considérables. Par exemple, des représentants des employés auraient dû être appelés à siéger au conseil d'administration de toutes les grandes sociétés d'État. C'est une bonne idée. On aurait dû mettre au point dans les sociétés d'État un mode de fonctionnement et de prise de décisions différent pour donner l'exemple de la façon dont le secteur privé devrait être géré.

On sait à quel point les sociétés japonaises ont réussi à pénétrer le marché nord-américain. L'une des raisons de leur succès est que leur style de gestion fait beaucoup plus appel à la participation et qu'on y partage la responsabilité et le pouvoir avec tous les employés jusqu'aux balayeurs, aux mécaniciens ou aux ouvriers des ateliers de montage. Cela ne s'est évidemment pas produit dans notre pays en raison de la résistance aveugle opposée à la participation des syndicats ou des travailleurs à la prise des décisions concernant leur milieu de travail, leur travail même ou les sociétés qui les emploient. Il en est ainsi dans le secteur privé et aussi, malheureusement, dans le secteur public. Je dois dire que même des compagnies gérées aussi efficacement qu'Air Canada sont loin d'avoir fait tout leur possible en ce sens.

Le député a parlé de la propriété des actions dans les sociétés d'État, c'est-à-dire de l'idée qu'il faut privatiser ces sociétés pour donner quelques actions aux employés et ainsi améliorer le fonctionnement des entreprises. Il y aurait certainement eu moyen d'arriver à cette fin sans passer par la privatisation. Qui plus est, il n'est pas du tout nécessaire que les employés conservent leurs actions, une fois la privatisation effectuée. Les actions seront revendues, les priorités des employés changeront et les actions se retrouveront entre les mains de grandes sociétés.